3. Les Etats coopèrent sur une base bilatérale et multilatérale en vue de faire cesser et de prévenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et prennent à cette fin les mesures nationales et internationales indispensables.

4. Les Etats se prêtent mutuellement leur concours en vue du dépistage, de l'arrestation et de la mise en jugement des individus soupçonnés d'avoir commis de tels crimes, ainsi que de leur châtement s'ils sont reconnus coupables.

5. Les individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité doivent être traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, châtiés, en règle générale, dans les pays où ils ont commis ces crimes. A cet égard, les Etats coopèrent pour tout ce qui touche à l'extradition de ces individus.

6. Les Etats coopèrent mutuellement en ce qui concerne la collecte de renseignements, ainsi que de documents se rapportant aux enquêtes, de nature à faciliter la mise en jugement des individus visés au paragraphe 5 ci-dessus, et se communiquent de tels renseignements.

7. Conformément à l'article premier de la Déclaration sur l'asile territorial, en date du 14 décembre 1967²⁵, les Etats n'accordent pas l'asile à des individus dont on a de sérieuses raisons de penser qu'ils ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité.

8. Les Etats ne prennent aucune mesure législative ou autre qui pourrait porter atteinte aux obligations internationales qu'ils ont assumées en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

9. Lorsqu'ils coopèrent en vue du dépistage, de l'arrestation et de l'extradition d'individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, ainsi qu'en vue du châtement de ces individus s'ils sont reconnus coupables, les Etats agissent en conformité avec les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies²⁶.

2187^e séance plénière
3 décembre 1973

3134 (XXVIII). Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973 relative à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Assemblée générale a souligné, dans le programme pour la Décennie, la nécessité de la ratification universelle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²⁷ ainsi que la nécessité de donner pleinement effet à toutes les dispositions de cet instrument,

²⁵ Résolution 2312 (XXII).

²⁶ Résolution 2625 (XXV), annexe.

²⁷ Résolution 2106 A (XX), annexe.

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur sa quatrième année d'activité²⁸, présenté conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,

Prenant note des décisions du Comité figurant au chapitre X de son rapport,

1. *Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;*

2. *Exprime la satisfaction que lui cause la participation croissante des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui présentent des rapports au Comité et envoient leurs représentants au Comité lorsqu'il examine lesdits rapports;*

3. *Approuve la demande figurant dans la décision 2 (VIII) du Comité, en date du 21 août 1973, concernant les renseignements précis devant être communiqués au Comité par le Conseil de tutelle et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, conformément à l'article 15 de la Convention, au sujet des territoires sous tutelle, des territoires non autonomes et de tous les autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et appelle l'attention de ces organes sur les conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Comité²⁹ concernant les renseignements présentés par eux;*

4. *Prend acte de la décision 4 (VII) du Comité, en date du 25 avril 1973, concernant les renseignements fournis par la République arabe syrienne et rappelle à cette occasion qu'elle a approuvé la décision 4 (IV) du Comité, en date du 30 août 1971, dans la section III de sa résolution 2784 (XXVI) du 6 décembre 1971;*

5. *Approuve la demande formulée par le Comité dans sa décision 5 (VII) du 4 mai 1973, concernant la tenue à Genève de l'une de ses sessions de 1974;*

6. *Exprime la conviction que le Comité, en s'acquittant des fonctions qui lui incombent en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, contribuera à l'application de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, relative à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;*

7. *Prie instamment tous les Etats qui ne sont pas encore parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de ratifier cet instrument ou d'y adhérer le plus tôt possible.*

2201^e séance plénière
14 décembre 1973

3135 (XXVIII). Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

L'Assemblée générale,

Rappelant que dans sa résolution 3060 (XXVIII) du 2 novembre 1973, relative à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Assemblée générale a

²⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 18 (A/9018).

²⁹ *Ibid.*, par. 335.

invité les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier, entre autres, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁸⁰,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général relatif à l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁸¹;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à présenter à l'Assemblée générale des rapports annuels sur l'état des ratifications de la Convention, conformément à la résolution 2106 A (XX) du 21 décembre 1965.

2201^e séance plénière
14 décembre 1973

3136 (XXVIII). Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2841 (XXVI) du 18 décembre 1971 et la résolution 1237 (XLII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967,

Prenant acte des délibérations de l'Assemblée générale, depuis sa vingtième session, sur la question intitulée "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme",

Prenant acte également de la note du Secrétaire général sur la question⁸²,

Ayant présente à l'esprit la Proclamation de Téhéran du 13 mai 1968⁸³,

Tenant compte du mécanisme et des procédures existant dans le cadre des organismes des Nations Unies en vue de l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des débats qui ont eu lieu dans les divers organes et organismes des Nations Unies ainsi que des diverses solutions suggérées au cours des délibérations de ces organismes en vue d'une application plus effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Exprimant l'espoir que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁸⁴ entreront en vigueur dans un avenir proche,

1. *Réaffirme* sa conviction qu'il convient d'envisager de nouvelles mesures afin d'assurer à tous, sans distinction aucune, une pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. *Décide* de continuer à examiner la question de l'étude des autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3. *Décide* en conséquence d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session une question intitulée "Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

2201^e séance plénière
14 décembre 1973

⁸⁰ Résolution 2106 A (XX), annexe.

⁸¹ A/9139.

⁸² A/9074.

⁸³ Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), p. 3.

⁸⁴ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

3137 (XXVIII). Question des personnes âgées et des vieillards

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2842 (XXVI) du 18 décembre 1971 sur la question des personnes âgées et des vieillards,

Prenant note de la résolution 1751 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 16 mai 1973, relative aux personnes âgées et à la sécurité sociale,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui met l'accent sur le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine, en particulier l'article 25 de ladite Déclaration,

Ayant également présent à l'esprit le fait que la protection des droits et du bien-être des personnes âgées est l'un des principaux objectifs de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social⁸⁵,

Reconnaissant l'intérêt croissant que présente pour les sociétés en voie de développement aussi bien que pour les sociétés développées une plus large participation des personnes âgées aux activités de la nation,

Notant que la condition des personnes âgées dans la société varie d'un pays à l'autre,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la question des personnes âgées et des vieillards⁸⁶ et les recommandations qui y figurent,

Préoccupée de voir gagner en ampleur les problèmes des personnes âgées, parallèlement à des modifications de la structure par âge des sociétés et à l'augmentation correspondante du pourcentage de personnes âgées dans la population d'un nombre croissant de pays,

1. *Exprime sa satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la question des personnes âgées et des vieillards⁸⁶ et de la note établie par l'Organisation mondiale de la santé sur les problèmes de santé des personnes âgées et des vieillards⁸⁷;

2. *Appelle l'attention* des Etats Membres touchés par le problème sur la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes à court terme et à long terme pour les personnes âgées;

3. *Recommande* aux gouvernements, lorsqu'ils élaborent ces politiques et ces programmes nationaux, de tenir compte des principes directeurs suggérés dans le rapport du Secrétaire général et de prendre des mesures appropriées en vue :

a) De mettre au point, selon les besoins et conformément à leurs priorités nationales, des programmes pour le bien-être, la santé et la protection des personnes âgées, et leur recyclage conformément à leurs besoins, y compris des mesures visant à assurer au maximum leur indépendance économique et leur intégration sociale à d'autres secteurs de la population;

b) D'élaborer progressivement des mesures de sécurité sociale pour assurer aux personnes âgées, quel que soit leur sexe, un revenu suffisant;

c) De renforcer la contribution des personnes âgées au développement économique et social;

d) De décourager, partout et dans tous les cas où la situation générale le permet, les attitudes, politiques et mesures discriminatoires fondées exclusivement sur l'âge qui existent dans les pratiques en matière d'emploi;

⁸⁵ Résolution 2542 (XXIV).

⁸⁶ A/9126 et Corr.1.

⁸⁷ *Ibid.*, annexe III.